

## AVIS DE DEMANDE DE COTATION

- N° 003 /DC/ H.50/CDPM/2026 20 JAN 2026  
Pour la réhabilitation de la Délégation Départementale de l'Éducation de  
Base du Mayo-Banyo, Arrondissement de Banyo.

« En procédure d'urgence »

### Objet de la Demande de Cotation

Le Préfet du Département du Mayo-Banyo, Autorité Contractante, lance, une consultation en vue d'une demande de cotation pour la réhabilitation de la Délégation Départementale de l'Éducation de Base du Mayo-Banyo.

#### 1. Consistance des prestations [à préciser cf. Spécifications Techniques]

Les prestations comprennent notamment :

- TACHES PRÉLIMINAIRES;
- MENUISERIE METALLIQUE ET VITRERIE;
- REVETEMENT EN CARREAUX;
- PLOMBERIE ;
- ELECTRICITE ;
- PEINTURE.

#### 2. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires installés en territoire camerounais, exerçant dans les secteurs concernés et répondant aux critères de qualification indiquée dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

#### 3. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'Investissements Publics, Exercice : 2026 du MINEDUB.

#### 4. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *hors ligne* ;

#### 5. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables aux **Service des Affaires Economiques et Financières de la Préfecture de Banyo, BP 45, Tél : 679683680/695380987**, sis au **Quartier Administratif à Banyo**, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur le site internet de l'ARMP ([www.arpmp.cm](http://www.arpmp.cm)).

#### 6. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier de consultation peut être retiré aux heures ouvrables à la Préfecture de Banyo, Service des Affaires Economiques et Financières, dès publication de la présente Consultation, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **vingt mille francs (20 000) F CFA**, payable à la Recette des Finances de Banyo

#### 7. Coût prévisionnel

Les coûts prévisionnel des travaux est de :

N° LOT	DESIGNATION	MONTANT PREVISIONNELS	IMPUTATION
1	la réhabilitation de la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Banyo.	15 000 000	

#### 8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la DC d'un montant de cinquante mille (50 000) FCFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

**NB : cette caution de soumission devra être revêtue de la mention manuscrite de l'établissement agréé l'ayant délivrée. Elle doit être accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation(CDE)**

#### 9. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir à la Préfecture de Banyo, Services des Affaires Economiques et Financières, BP 45, Tél : 679683680/695380987, sis au **Quartier Administratif à Banyo** au plus tard le \_\_\_\_\_ à 10 heures précises, avec la mention :

### AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N° 003 /DC/ **H.50/CDPM/2026** 20 JAN 2026

**Pour la réhabilitation de la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Banyo, Arrondissement de Banyo.**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

#### 10. Ouverture des plis

L'ouverture des offres aura lieu en un temps le 20/02/2026 à 11 heures précise par la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du Mayo-Banyo Banyo dans la salle des réunions de la Préfecture de Banyo.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.**

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

### **11. Recevabilité des Cotations**

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué:

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

**Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.**

### **13. Critères d'évaluations**

#### **13.1-Critères éliminatoires**

Il s'agit notamment :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission,;
- b. de l'absence du cautionnement de soumission ;
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- e. non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- f. de la non-conformité aux spécifications techniques majeures de la prestation ;
- g. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- h. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- i. de la non-conformité du modèle de soumission ;
- j. de la non-conformité du mode de soumission ;

#### **13.2-Critères essentiels**

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la présentation de l'agrément d'utilisation du bois d'origine légale;
- Une Attestation de capacité financière d'un montant au moins égal au montant prévisionnel;
- la qualification et l'expérience du personnel
- les moyens logistiques

- la méthodologie
- le délai d'exécution

#### 14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de **deux (02) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

#### 15 Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

#### 16-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations** pendant **60 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations**.

#### Copie :

- GRA (ATCR) ;
- DDMINMAP/MAYO BANYO (pour info)
- ARMP/AD/N'déré (pour publication) ;
- Président CDPM/Banyo (pour info) ;
- R/PPB (pour info) ;
- AFFICHAGE ;
- CHRONO/ ARCHIVES.

Banyo, le 20 JAN 2026

Le Préfet,

ET PAR DÉLEGATION  
LE PRÉFET ADJOINT PREFECTORIAL



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
.....  
REGION DE L'ADAMAOUA  
.....  
DEPARTEMENT DU MAYO BANYO  
.....  
PREFECTURE DE BANYO  
.....

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
.....  
ADAMAOUA REGION  
.....  
MAYO BANYO DIVISION  
.....  
BANYO DIVISIONAL OFFICE  
.....

**REQUEST FOR QUOTATION NOTICE**

**N°            /DC/ **H.50/CDPM/2026** 20 JAN 2026  
FOR THE REHABILITATION OF DDEB Mayo Banyo Division OFFICE, Adamawa  
Region. "In emergency procedure"**

**1. Subject of the Request for Quotation**

Within the framework of the Public Investment Budget for the year 2026, the SDO of Mayo-Bnyo, Contracting Authority, hereby launches, at the account to the MINEDUB

**2. Nature of services**

The services include notably:

- Preparatory works ;
- Wooden and metallic carpentry ;
- Depiction;
- Electricity;
- Panty.

**3. Participation and origin**

Participation in this invitation to tender is open to companies specialised in public works located in Cameroon.

**4. Financing**

The Services subject of this Request for Quotation shall be financed by the Public Investment Budget, Exercise 2026

**5. Submission method**

The submission method retained for this Request for Quotation is *offline*;

**6. Consultation of the Request for Quotation File**

The file may be consulted and obtained from the Divisional Officers of Mayo-Banyo as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of **twenty thousand (20 000) CFA**, payable at the public treasury.

**7- Estimated cost**

The estimated cost of the operation following preliminary studies are:

N° LOT	DESIGNATION	ESTIMATED COST
1	Rehabilitation of the DDEB office	15 000 000

**9-Bid bond**

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed and stamped bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by

the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer.

A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

N° LOT	DESIGNATION	ESTIMATED COST
1	Rehabilitation of the DDEB office	50 000

#### 8- -Submission of Quotations

Each offer drafted in English or French in seven (07) copies, including the original and six (06) copies marked as such, should reach Banyo Council Technical service for Urban Management and Development not later than \_\_\_\_\_ at 10 A.M and should carry the inscription:

REQUEST FOR QUOTATION NOTICE  
REQUEST FOR QUOTATION NOTICE

N° 003 /DC/ H.50/CDPM/2026 201 011 2026  
FOR THE REHABILITATION OF DDEB Mayo Banyo Division OFFICE, Adamawa  
Region. "In emergency procedure"  
"To be opened only during the bid-opening session".

#### 11-Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on 20/01/2026 at 11 A.M local time by the divisional Tenders' Board for the Mayo-Banyo in the main hall of the divisional office.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

#### 12-Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the

failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

### 13-Evaluation criteria

#### 13.1 Eliminary criteria

*The eliminary criteria include:*

- a. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b. Absence of bid bond;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- e. Failure to comply with the bid file format; in case on submission online;
- f. Failure to comply with the major technical specifications of the supply;
- g. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- h. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- i. Non-compliance with the submission model;
- j. Non-compliance with the submission method;

#### 13.2 Essential criteria

*The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:*

- *presentation of bid;*
- *Bidder's References;*
- *After-sales service (availability of spare parts, repair workshops, technical personnel) if applicable;*
- *Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);*
- *Personnel qualification and experience;*
- *Logistics means;*
- *Methodology.*
- *Execution timeframe.*
- *Presentation of agreement for use lagally sourced timber*

#### 14 Estimated execution period

The maximum time frame provided for by Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is **two (02) months** calendar months This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

#### 16- Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their **Quotations** during **sixty (60) days** from the deadline set for the submission of **Quotations**.

#### Copy:

- GRA (ATCR) ;
- DDMINMAP/MAYO BANYO (pour info)
- ARMP/AD/N'déré (pour publication) ;
- Président
- CDPM/Banyo (pour info) ;
- R/PPB (pour info) ;
- AFFICHAGE ;

